

**Initiateur**

Le présent arrêté est proposé par la Ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille.  
Après délibération,

## LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les crédits inscrits aux articles budgétaires du budget des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2022 sont redistribués conformément au tableau ci-dessous :

(en milliers d'EUR)

Article budgétaire	Ent.	Alloc. de base	SEC	De		À	
				CE	CL	CE	CL
GB0-1GBF2FA-PR	GB0	1GB011	0100	36 612	36 612		
FB0-1FGD2GT-IS	FB0	1FG067	4170			45	45
GB0-1GCF2BA-WT	GB0	1GC087	3300			30	30
GB0-1GCI2CA-WT	GB0	1GC027	3300			239	239
GB0-1GCF2EA-WT	GB0	1GC066	3300			19	19
GB0-1GCF2FA-WT	GB0	1GC007	4340			26 177	26 177
GE0-1GHE2TG-WT	GE0	1GD329	3300			11	11
HB0-1HBX2AE-WT	HB0	1HC026	3300			4 010	4 010
JB0-1JDB2CY-IS	JB0	1JD130	4140			1 743	1 743
JB0-1JEB2HB-WT	JB0	1JE204	3300			1 636	1 636
QB0-1QCE2OC-WT	QB0	1QC112	3300			615	615
SA0-1SEA2BE-WT	SA0	1SE031	3300			15	15
SJ0-1SFC2CY-IS	SJ0	1SF615	4170			21	21
SJ0-1SFC2DA-WT	SJ0	1SF622	3300			15	15
SJ0-1SFC2DA-WT	SJ0	1SF626	3300			43	43
SJ0-1SFC2DA-WT	SJ0	1SF627	4321			169	169
SJ0-1SFC2DA-WT	SJ0	1SF628	4321			64	64
SJ0-1SFC2DY-IS	SJ0	1SF623	4170			430	430
SJ0-1SHD2FY-IS	SJ0	1SH609	4160			43	43
GB0-1GEF2MX-IS	GB0	1GE000	4140			528	528
GB0-1GGF2RX-IS	GB0	1GG000	4140			759	759
Total				36 612	36 612	36 612	36 612

**Art. 2.** Le ministre flamand compétent pour le bien-être est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 16 décembre 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

La Ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,  
H. CREVITS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/200772]

**11 JANVIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique et l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, inséré par le décret du 27 octobre 2011;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 4, modifié par les décrets des 24 octobre 2013, 13 mars 2014, 20 juillet 2016 et 4 octobre 2018, et l'article 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique;

Vu le rapport du 30 novembre 2022, établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 2 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie et de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive (UE) 2018/844 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2010/31/UE sur la performance énergétique des bâtiments et la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique.

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique est remplacé par ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments. ».

**Art. 3.** Dans l'article 22, § 4, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Les systèmes de climatisation, ainsi que les systèmes de ventilation combinés à un système de climatisation, font l'objet d'une inspection énergétique tous les cinq ans. »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Les systèmes de ventilation combinés à un système de climatisation sont ceux visés à l'article 2, 14°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret de 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments. »;

3° il est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'inspection énergétique n'est pas réalisée lorsque :

1° le système de climatisation et le système de ventilation combiné au système de climatisation sont régis explicitement par un critère de performance énergétique convenu ou un accord contractuel fixant un niveau convenu d'amélioration de l'efficacité énergétique, tel qu'un contrat de performance énergétique, ou sont gérés par un gestionnaire de services d'utilité publique ou un gestionnaire de réseau et sont, par conséquent, soumis à des mesures de suivi de la performance visant les systèmes, à condition que l'incidence globale d'une telle approche soit équivalente à celle qui résulte des exigences visées à l'alinéa 2; ou

2° le bâtiment est équipé d'un système d'automatisation et de contrôle de bâtiment tel que visé à l'article 19/3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret de 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

Pour l'application de l'alinéa 5, 1°, l'on entend par « contrat de performance énergétique », un accord entre le bénéficiaire et le fournisseur d'une mesure visant à améliorer l'efficacité énergétique, vérifiée et surveillée pendant toute la durée du contrat, aux termes duquel les investissements de travaux, fournitures ou services dans cette mesure sont rémunérés en fonction d'un niveau d'amélioration de l'efficacité énergétique qui est contractuellement défini ou d'un autre critère de performance énergétique convenu, tel que des économies financières. ».

**Art. 4.** L'article 12, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique, remplacé par l'arrêté du 15 mai 2014, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le diagnostic approfondi est effectué sur les installations de chauffage central ainsi que sur les systèmes de ventilation combinés à une installation de chauffage central visés à l'article 2, 14°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret de 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments. ».

**Art. 5.** Dans l'article 13, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 15 mai 2014, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

« Par dérogation à l'alinéa 2, le diagnostic approfondi n'est pas réalisé lorsque :

1° l'installation est régie explicitement par un critère de performance énergétique convenu ou un accord contractuel fixant un niveau convenu d'amélioration de l'efficacité énergétique, tel qu'un contrat de performance énergétique, ou est gérée par un gestionnaire de services d'utilité publique ou un gestionnaire de réseau et est par conséquent soumise à des mesures de suivi de la performance visant les systèmes, à condition que l'incidence globale d'une telle approche soit équivalente à celle qui résulte des exigences visées à l'alinéa 2; ou

2° le bâtiment est équipé d'un système d'automatisation et de contrôle de bâtiment visé à l'article 19/3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret de 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

Pour l'application de l'alinéa 5, 1°, l'on entend par « contrat de performance énergétique », un accord contractuel entre le bénéficiaire et le fournisseur d'une mesure visant à améliorer l'efficacité énergétique, vérifiée et surveillée pendant toute la durée du contrat, aux termes duquel les investissements (travaux, fournitures ou services) dans cette mesure sont rémunérés en fonction d'un niveau d'amélioration de l'efficacité énergétique qui est contractuellement défini ou d'un autre critère de performance énergétique convenu, tel que des économies financières. ».

**Art. 6.** Les articles 2 et 3 s'appliquent aux établissements existants, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Art. 7.** Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions et le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 janvier 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/200772]

**11. JANUAR 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren und des Erlasses vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, Artikel 1 Ziffer 4, eingefügt durch das Dekret vom 27. Oktober 2011;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 4, abgeändert durch die Dekrete vom 24. Oktober 2013, 13. März 2014, 20. Juli 2016 und 4. Oktober 2018, und Artikel 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen;

Aufgrund des Berichts vom 30. November 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 2. Dezember 2022 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraf 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat.

Auf Vorschlag des Ministers für Energie und der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2018/844 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 zur Änderung der Richtlinie 2010/31/EU über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden und der Richtlinie 2012/27/EU über Energieeffizienz teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren, wird durch Folgendes ersetzt:

"Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden teilweise umgesetzt."

**Art. 3** - In Artikel 22 Paragraf 4 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1<sup>o</sup> Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Klimatisierungssysteme sowie die Belüftungssysteme, die mit einem Klimatisierungssystem verbunden sind, sind alle fünf Jahre Gegenstand einer energietechnischen Inspektion."

2<sup>o</sup> zwischen die Absätze 1 und 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Belüftungssysteme, die mit einem Klimatisierungssystem verbunden sind, sind diejenigen, die in Artikel 2 Ziffer 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden erwähnt werden."

3° er wird durch zwei wie folgt lautende Absätze ergänzt:

“Abweichend von Absatz 1 wird die energetische Inspektion nicht durchgeführt, wenn:

1° das Klimatisierungssystem und das mit dem Klimatisierungssystem kombinierte Belüftungssystem ausdrücklich unter ein vereinbartes Kriterium für die Gesamtenergieeffizienz oder eine vertragliche Abmachung mit einem vereinbarten Niveau der Energieeffizienzverbesserung wie Energieleistungsverträge fallen oder von einem Versorgungsunternehmen oder einem Netzbetreiber betrieben werden und demnach systemseitigen Maßnahmen zur Überwachung der Effizienz unterliegen, falls die Gesamtauswirkungen eines solchen Ansatzes denen, die bei Anwendung der Anforderungen von Absatz 2 entstehen, gleichwertig sind; oder

2° das Gebäude mit einem System für die Gebäudeautomatisierung und -steuerung gemäß Artikel 19/3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden ausgestattet ist.

Zwecks der Anwendung des Absatzes 5 Ziffer 1 gilt als “Energieleistungsvertrag” eine Vereinbarung zwischen dem Begünstigten und dem Erbringer einer Maßnahme zur Energieeffizienzverbesserung, die während der gesamten Vertragslaufzeit einer Überprüfung und Überwachung unterliegt und in deren Rahmen Investitionen hinsichtlich Arbeiten, Lieferungen oder Dienstleistungen in die betreffende Maßnahme zur Energieeffizienzverbesserung in Bezug auf einen vertraglich vereinbarten Umfang an Energieeffizienzverbesserungen oder ein anderes vereinbartes Energieleistungskriterium, wie finanzielle Einsparungen, getätigt werden.”.

**Art. 4** - Artikel 12 Paragraf 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen, ersetzt durch den Erlass vom 15. Mai 2014, wird durch einen wie folgt verfassten Absatz ergänzt:

“Die eingehende Diagnose wird bei Zentralheizungsanlagen sowie bei mit einer Zentralheizungsanlage verbundenen Belüftungssystemen gemäß Artikel 2 Ziffer 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden durchgeführt.”.

**Art. 5** - In Artikel 13 Paragraf 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass vom 15. Mai 2014, werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 3 und 4 eingefügt:

“Abweichend von Absatz 2 wird die eingehende Diagnose nicht durchgeführt, wenn:

1° die Anlage ausdrücklich unter ein vereinbartes Kriterium für die Gesamtenergieeffizienz oder eine vertragliche Abmachung mit einem vereinbarten Niveau der Energieeffizienzverbesserung wie Energieleistungsverträge fällt oder von einem Versorgungsunternehmen oder einem Netzbetreiber betrieben wird und demnach systemseitigen Maßnahmen zur Überwachung der Effizienz unterliegt, falls die Gesamtauswirkungen eines solchen Ansatzes denen, die bei Anwendung der Anforderungen von Absatz 2 entstehen, gleichwertig sind; oder

2° das Gebäude mit einem System für die Gebäudeautomatisierung und -steuerung gemäß Artikel 19/3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden ausgestattet ist.

Zwecks der Anwendung des Absatzes 5 Ziffer 1 gilt als “Energieleistungsvertrag” eine vertragliche Vereinbarung zwischen dem Begünstigten und dem Erbringer einer Maßnahme zur Energieeffizienzverbesserung, die während der gesamten Vertragslaufzeit einer Überprüfung und Überwachung unterliegt und in deren Rahmen Investitionen (Arbeiten, Lieferungen oder Dienstleistungen) in die betreffende Maßnahme zur Energieeffizienzverbesserung in Bezug auf einen vertraglich vereinbarten Umfang an Energieeffizienzverbesserungen oder ein anderes vereinbartes Energieleistungskriterium, wie finanzielle Einsparungen, getätigt werden.”.

**Art. 6** - Die Artikel 2 und 3 gelten für bestehende Betriebe im Sinne von Artikel 1 Ziffer 3 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

**Art. 7** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Januar 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/200772]

**11 JANUARI 2023.** — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude en warmte waarbij gebruik gemaakt wordt van een koelcyclus en van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, artikel 1, 4°, ingevoegd bij het decreet van 27 oktober 2011;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij de decreten van 24 oktober 2013, 13 maart 2014, 20 juli 2016 en 4 oktober 2018, en artikel 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude en warmte waarbij gebruik gemaakt wordt van een koelcyclus;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan;

Gelet op het verslag van 30 november 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 2 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie en de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Bij dit besluit wordt Richtlijn (EU) 2018/844 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 tot wijziging van Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen en Richtlijn 2012/27/EU betreffende energie-efficiëntie gedeeltelijk omgezet.

**Art. 2.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude en warmte waarbij gebruik gemaakt wordt van een koelcyclus wordt vervangen als volgt :

“Artikel 1. Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.”.

**Art. 3.** In artikel 22, § 4, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

“De airconditioningssystemen en de met een airconditioningssysteem gecombineerde ventilatiesystemen zijn om de vijf jaar het voorwerp van een energie-inspectie.”;

2° een lid, luidend als volgt, wordt ingevoegd tussen de leden 1 en 2 :

“De met een airconditioningssysteem gecombineerde ventilatiesystemen zijn die bedoeld in artikel 2, 14°, van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen.”;

3° het wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid wordt de energie-inspectie niet uitgevoerd wanneer :

1° het airconditioningssysteem en het met een airconditioningssysteem gecombineerde ventilatiesysteem expliciet onder een overeengekomen energieprestatiecriteria of een contractuele regeling vallen waarin een overeengekomen niveau van energie-efficiëntieverbetering is vermeld, zoals energieprestatiecontracten, of worden beheerd door een nutsbedrijf- of netwerkexploitant en daarom aan prestatie monitoringmaatregelen aan de systeemzijde zijn onderworpen, op voorwaarde dat deze aanpak hetzelfde globale resultaat oplevert als het resultaat van de eisen bedoeld in het tweede lid; of

2° het gebouw is uitgerust met een systeem voor gebouwautomatisering en -controle zoals bedoeld in artikel 19/3 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen.

Voor de toepassing van lid 5, 1°, wordt onder “energieprestatiecontract” verstaan een overeenkomst tussen de begunstigde en de leverancier van een maatregel ter verbetering van de energie-efficiëntie, die gedurende de gehele contractperiode wordt gecontroleerd en bewaakt en waarbij investeringen in werken, leveringen of diensten voor die maatregel worden vergoed op basis van een contractueel overeengekomen niveau van energie-efficiëntieverbetering of een ander overeengekomen energieprestatiecriteria, zoals financiële besparingen.”.

**Art. 4.** Artikel 12, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan, vervangen bij het besluit van 15 mei 2014, wordt aangevuld met volgend lid :

“De grondige diagnose wordt uitgevoerd op centrale verwarmingsinstallaties en op ventilatiesystemen gecombineerd met een centrale verwarmingsinstallatie als bedoeld in artikel 2, 14°, van het besluit van de Waalse regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen.”.

**Art. 5.** In artikel 13, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 15 mei 2014, worden twee leden tussen het derde en het vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het tweede lid wordt de grondige diagnose niet uitgevoerd wanneer :

1° de installatie expliciet onder een overeengekomen energieprestatiecriteria of een contractuele regeling valt waarin een overeengekomen niveau van energie-efficiëntieverbetering is vermeld, zoals energieprestatiecontracten, of wordt beheerd door een nutsbedrijf- of netwerkexploitant en daarom aan prestatie monitoringmaatregelen aan de systeemzijde is onderworpen, op voorwaarde dat deze aanpak hetzelfde globale resultaat oplevert als het resultaat van de eisen bedoeld in het tweede lid; of

2° het gebouw is uitgerust met een systeem voor gebouwautomatisering en -controle zoals bedoeld in artikel 19/3 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen.

Voor de toepassing van lid 5, 1<sup>o</sup>, wordt onder "energieprestatiecontract" verstaan een contractuele overeenkomst tussen de begunstigde en de leverancier van een maatregel ter verbetering van de energie-efficiëntie, die gedurende de gehele contractperiode wordt gecontroleerd en bewaakt en waarbij investeringen (werken, leveringen of diensten) voor die maatregel worden vergoed op basis van een contractueel overeengekomen niveau van energie-efficiëntieverbetering of een ander overeengekomen energieprestatiecriteria, zoals financiële besparingen."

**Art. 6.** De artikelen 2 en 3 zijn van toepassing op de bestaande inrichtingen in de zin van artikel 1, 3<sup>o</sup>, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

**Art. 7.** De Minister van Energie en de Minister van Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen 11 januari 2023.

Voor de Regering :  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/200593]

**15 AVRIL 2022. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 122 de la division organique 10 et le programme 091 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022**

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville  
Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, notamment l'article 36;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 mars 2022;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et de liquidation aux adresses budgétaires de comptes budgétaires/domaines fonctionnels 83300000/091.013 et 84322000/091.085 du programme 091 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, afin d'octroyer des subventions dans le cadre de la mise en place d'un accueil coordonné des ressortissants ukrainiens sur le territoire wallon,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** Des crédits d'engagement à concurrence de 3.571 milliers d'EUR et des crédits de liquidation à concurrence de 3.571 milliers d'EUR sont transférés du programme 122 de la division organique 10 au programme 091 de la division organique 17.

**Art. 2.** La ventilation des adresses budgétaires suivantes du programme 122 de la division organique 10 et du programme 091 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Adresse budgétaire			Crédit initial		Réallocation		Crédits ajustés	
DO	Compte budgétaire (2-5 sec)	Domaine fonctionnel						
10	80100002	122.001	1 937 882	1 366 797	- 3 571	- 3 571	1 934 311	1 363 226
17	83300000	091.013	840	870	1 680	1 680	2 520	2 550
17	84322000	091.085	0	690	1 891	1 891	1 891	2 581

**Art. 3.** Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des Comptes, à l'Inspection des Finances, à la Chancellerie du Service public de Wallonie et à la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication.

**Art. 4.** Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 avril 2022.

E. DI RUPO  
C. COLLIGNON  
A. DOLIMONT